



36 Propositions pour faire évoluer la participation politique des jeunes

2020-2021



MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE ET
DE LA JEUNESSE

PROVOX

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union





DES ESPACES ET DES PROCESSUS DE PARTICIPATION

Reconnaître les temps utilisés dans les instances de participation formelle en les valorisant avec une indemnité financière, une aide à la mobilité ou à la culture, des facilités pour s'organiser (transports, accompagnement)...

Réformer le dispositif de l'UE initiative citoyenne européenne pour réaffirmer le droit d'interpellation des citoyen.nes européens en abaissant le quota de signature de pétitions et en renforçant son caractère contraignant.

Reconnaître toutes les formes de participation (de la manif à l'institution en passant par le street-art), les observer, les confronter afin d'inclure toutes les expressions.

Intégrer tous les citoyen.nes quelle que soit leur situation économique, sociale, géographique, culturelle ... dans la vie politique à travers des espaces d'expérimentation, que tu crées, que tu organises, que tu gères, que tu animes.

Réaffirmer la mobilité comme un outil de la citoyenneté européenne.

INCLUSION ET PARTICIPATION



Travailler sur la diversité des parcours d'engagements en favorisant la déconstruction des préjugés notamment en mettant en lumière des parcours de vie inspirants et différents.

Prendre en compte les inégalités territoriales (Outre-Mer), sociales, économiques et culturelles, de santé et de genre dans les politiques en lien avec la participation.

Donner les outils à tou.tes pour participer en faisant vivre l'éducation morale et civique avec des intervenants passionnés et en construisant des outils comme des glossaires de vulgarisation du vocabulaire politique et de ses sigles.

Créer des espaces de discussions plus adaptés à tou.tes, plus locaux, plus accessibles, pour créer du lien avec les personnes concernées sur le long terme et ne jamais penser sans les personnes concernées.

Donner des moyens, revaloriser et réinventer certaines filières métiers - notamment les métiers du lien, d'éducateur.trices, d'animateur.trices, sur le terrain en contact avec les jeunes.

INFORMATIONS ET PARTICIPATION



Renforcer tout au long de la scolarité, la présence de modules obligatoires d'Éducation aux Médias et à l'information avec des parcours adaptés à chaque âge de la maternelle à l'université - réalisés par les professeurs, des associations d'éducation populaire pour une complémentarité école et hors les murs.

Pouvoir comprendre et choisir les critères des algorithmes qui sélectionnent, et trient l'information en ligne afin d'accéder à des sources certifiées.

Donner à tous les jeunes les moyens afin de pouvoir créer sur leurs lieux de vie et d'études des médias pour gagner en légitimité et se confronter à la pratique de l'information afin d'avoir un regard aiguisé sur les médias consommés au quotidien.

Organiser plus régulièrement des débats dans des espaces formalisés entre jeunes et politiques pour échanger plus régulièrement autour de questions d'actualités et pour cultiver l'esprit critique.

Appliquer des règles sur la transparence de l'information politique et favoriser la compréhension du cheminement de l'information pour mieux l'interpréter.

NUMÉRIQUE ET PARTICIPATION



Développer l'apprentissage et la formation aux outils du numérique au travers de structures locales déjà existantes en débloquent des fonds pour créer des postes et toucher plus de personnes.

Permettre au jeune d'accéder et d'être accompagné gratuitement au numérique indépendamment de leur situation géographique et sans condition de revenu.

Accompagner les jeunes dès le niveau élémentaire et en fonction de leurs utilisations concrètes du numérique pour mettre en garde contre les dangers mais aussi promouvoir les avantages qui existent dans l'utilisation du numérique et ce de manière continue et évolutive tout au long de la scolarité.

Déployer le réseau internet sur tous les territoires.

Favoriser la confiance par la transparence du numérique, notamment sur la collecte et le traitement des données par les services numériques de l'état : par exemple Parcours Sup est un outil opaque pour la sélection des étudiants à l'université.

Permettre aux acteurs locaux (associations, fondation, institutions, entreprises) de s'équiper et d'accompagner les projets numériques ciblés.

VIE ASSOCIATIVE ET PARTICIPATION



Reconnaître et légitimer les espaces de participation non institutionnels utilisés par les jeunes comme source de propositions en éduquant à l'utilisation de ces espaces et en intégrant les jeunes dans le processus de sélection et de décision des propositions issues de ces espaces.

Les financements européens aux associations doivent inciter fortement mais aussi accompagner les expérimentations vers plus d'obligation de parité jeune dans les instances décisionnaires.

Placer les serveurs de stockage de données européennes en Europe pour une protection de nos données et Interpeller sur la pollution générée par ces serveurs - il est nécessaire d'apprendre à les reconditionner.

Avoir 1/3 de jeunes dans ses organes décisionnels associatifs et pour les associations de plus de 30 adhérents : avoir un renouvellement partiel tous les deux ans de mandat renouvelable seulement une fois.



Former l'ensemble des administrateur.trices à favoriser l'inclusion des jeunes et de tou.tes dans les instances et avoir une vraie stratégie de communication et de transparence dans la vie des instances.



Déconstruire les mandats honorifiques et les instances décisionnelles pour assouplir les processus d'engagement, instaurer plus de dialogue intergénérationnel et de convivialité.



Ouvrir des espaces non-mixtes entre jeunes pour permettre l'ouverture de la parole et pour favoriser la transition vers les instances de décisions.



Encourager les systèmes de compagnonnage et de binômes «ancien / arrivant » pour favoriser les transferts de savoirs.



Favoriser l'aller vers et la réflexion sur les modèles en place pour ne pas simplement faire le constat d'un manque d'engagement des jeunes dans les instances.



Renforcer la légitimité des juniors associations et la reconnaissance de la possibilité pour les jeunes mineurs de s'organiser en association.



REPRÉSENTATION POLITIQUE ET PARTICIPATION



Nous demandons une aide au financement des campagnes électorales mise en place sur critère d'âge et financée grâce aux amendes dues par les partis politiques au titre du non-respect de la loi sur la parité.



Nous demandons un décret d'application qui permette de déployer la loi Égalité Citoyenneté dans tous les territoires.



Nous demandons le développement et le soutien des lieux d'échange, de rencontres avec les élu.e.s, et de formation citoyenne en dehors de l'école.



Former les élu.es et les services publics aux réalités de leurs territoires d'intervention et développer et soutenir la mixité dans les écoles et dans les villes.



Mettre en place des délégués citoyens dans le parcours scolaire sur des thématiques qui interpellent les jeunes (éco-citoyenneté, féminismes, ...)